

estimations du gouvernement, depuis août dernier—et cela risque de durer au moins jusqu'en mars—il y a chaque jour 3,000 chômeurs de plus. C'est pourquoi il faut que nous prenions conscience des difficultés de chacun d'entre eux, quand on connaît le taux d'inflation actuel et le montant de l'assurance-chômage ou du bien-être social. Il faut nous mettre à la place des parents qui voient diminuer les chances de leurs enfants et qui doivent renoncer à certaines choses par ce qu'ils ne peuvent plus se les offrir, alors que quelques semaines auparavant, ils les auraient considérées indispensables. Il faut s'imaginer l'angoisse qui étreint les travailleurs dans la force de l'âge ou les travailleurs âgés qui perdent un emploi qu'ils ont peu de chances de retrouver et qui se demandent s'ils vont retravailler un jour. Voilà des gens qui ont travaillé toute leur vie, qui ont contribué à la société et qui se retrouvent écartés.

Quand on parle avec eux, on découvre fréquemment que le jugement insensible de la société qui a souvent tendance à blâmer la victime a fait son chemin en eux et qu'ils éprouvent un sentiment personnel d'échec. Il faut que nous leur fassions savoir clairement, comme au reste de la population d'ailleurs, que ce ne sont pas eux, victimes du chômage, qui sont responsables. C'est le gouvernement qui est le responsable, pour avoir refusé de prendre des mesures qui n'entrent pas dans le cadre de ses priorités mesquines.

Par ailleurs, quand on se retrouve avec près d'un million de Canadiens officiellement au chômage et 648,000 dont on dit euphémistiquement qu'ils sont «découragés»—ce qui nous fait un total de 1,635,000 personnes au chômage—le problème n'est plus simplement personnel. C'est aussi une tragédie nationale. Par «travailleurs découragés», Statistique Canada veut dire les personnes qui n'ont plus d'emploi et qui n'en cherchent plus parce qu'ils se rendent compte qu'il n'y en a pas.

Quand on songe à tout l'argent dépensé en prestations d'assurance-chômage et de bien-être social, quand on songe à la perte de recettes fiscales et à la perte de production de biens et de services et quand on songe au marasme dans lequel tout cela plonge les affaires, on ne peut que conclure que le chômage ne représente pas seulement une série de tragédies individuelles, mais en fait une catastrophe nationale. Au moment même où les petites entreprises sont accablées par des taux élevés d'intérêt, les voici maintenant confrontées à une baisse de la demande parce que les gens qui ne touchent plus de salaire n'ont pas d'argent à dépenser dans les magasins et les restaurants.

On pensera peut-être qu'il n'y a rien de nouveau dans ce que je dis mais, malheureusement, le gouvernement ne peut pas ou ne veut pas se rendre à l'évidence. Quelques-uns des députés libéraux de l'arrière-ban ont presque compris la leçon durant le congé d'hiver lorsqu'ils sont rentrés dans leurs circonscriptions et ont commencé à comprendre certaines des répercussions qu'auront les mesures budgétaires du gouvernement, mais à leur retour à Ottawa on leur a fait comprendre autre chose. Le message était tout simple.

**M. Blaikie:** «Faites ce qu'on vous dit».

**M. Manly:** «Rentrez dans le rang!» J'ai constaté au moment du vote la semaine dernière qu'ils obéissaient tous à la discipline du parti. Ils étaient tous présents et ont fait inscrire leur vote. Les députés du parti d'en face partagent tous, semble-t-il, la même vision que le ministre des Finances (M. MacEachen).

### L'emploi

Au lieu de se rendre à l'évidence, ils partagent une vision qui nie la réalité quotidienne de 1,600,000 Canadiens.

● (2040)

Je voudrais parler brièvement de l'ampleur du problème. Même si mes propos porteront surtout sur la situation en Colombie-Britannique, la région du Canada que je connais le mieux, les autres provinces et les autres localités sont pareillement affligées.

Avant Noël, j'ai participé à une tournée organisée par notre caucus, qui nous a permis de visiter diverses localités canadiennes. A ce moment-là, nous nous sommes rendu compte que les problèmes des pêcheurs de Terre-Neuve étaient sensiblement les mêmes que ceux des pêcheurs de Victoria ou de Prince Rupert. Les ouvriers d'usines de la Nouvelle-Écosse sont aux prises avec les mêmes problèmes personnels que les travailleurs des papeteries de la Colombie-Britannique ou que les travailleurs de l'automobile de l'Ontario.

Dans tout le Canada, il y avait 122,000 emplois de moins en décembre 1981 par rapport à septembre de la même année, et en décembre, il y en avait 7,000 de moins qu'en novembre. En 1980 par contre, le nombre d'emplois disponibles a augmenté de 64,000 de septembre à novembre. L'an passé, le nombre d'emplois a décliné de 122,000.

D'après les prévisions budgétaires, il faut s'attendre à un taux de chômage de 8 p. 100 ou plus jusqu'en 1985. D'ici 1986, tout ce que le gouvernement espère, c'est de faire descendre ce taux au-dessous de 8 p. 100. Aujourd'hui, une fuite nous a permis de prendre connaissance de ce document dans lequel on lit que d'ici la fin de mars, il y aura 175,000 chômeurs de plus. En Colombie-Britannique, le nombre des chômeurs est officiellement de 115,000, ce qui constitue un record de tous les temps. On y compte également 50,000 travailleurs que l'on dit «découragés», qui ne figurent pas sur les listes officielles, ce qui fait un total de 165,000 citoyens de la Colombie-Britannique qui devraient travailler, mais qui ne peuvent se trouver d'emploi.

A Victoria, le taux régional est passé de 8 p. 100 en novembre à 8.7 p. 100 en décembre. Dans d'autres régions de l'île Vancouver, le taux est passé de 10.2 p. 100 en novembre à 11.5 p. 100 en décembre, en comparaison de 7.1 p. 100 en décembre 1980. Le nombre de gens en emploi en Colombie-Britannique a diminué de 34,000 de septembre à décembre 1981.

Depuis un an, 18 établissements industriels ont fermé leurs portes à Victoria, mettant leurs employés en chômage: 40 travailleurs dans un, 120 dans un autre et encore 200 ailleurs. Je voudrais dire un mot de certains de ces établissements.

Je vais d'abord parler de l'usine Oakland de transformation du poisson, où 250 emplois sont menacés. Cette usine appartient à des investisseurs japonais. Elle ne date que de sept ans et est très moderne. Son activité était rentable, mais les sociétés multinationales qui en sont propriétaires croient pouvoir augmenter leurs bénéfices en rationalisant—c'est le terme que l'on emploie—leurs activités sur le continent. Sans aucune considération pour la localité ou les travailleurs en cause, on va fermer cette usine pour rationaliser les activités sur le continent.

Il est arrivé un peu la même chose dans le cas de la conserverie Nelson Brothers, qui a été rachetée par la B.C. Packers. Celle-ci est actuellement en voie de rationaliser sa